

VILLE DE VIAS

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 7 JUILLET 2022

La séance est ouverte à 18 h, sous la présidence de Maître Jordan DARTIER, Maire de la Ville de Vias, dans la Halle des Sports Jean Raynaud, à Vias.

M. LE MAIRE. - Mesdames et Messieurs du Conseil, bonsoir. Je déclare ouverte la séance de ce dernier Conseil Municipal avant la trêve estivale. Je vais procéder comme d'habitude à l'appel nominatif des conseillères et conseillers municipaux et je citerai les pouvoirs reçus pour cette séance.

Jordan DARTIER : présent
Bernard SAUCEROTTE : présent
Sandrine MAZARS : présente
Gérard ALLARD : présent
Pascale GENIEIS-TORAL : présente
Jacques BOLINCHES : présent
Nicole LEFFRAY-VINCENTS : présente
Jean-Luc PRADES : absent, représenté par Jacques BOLINCHES
Muriel PRADES : présente
Pierre ROS : présent
Lucette ALBERTO : présente
Chantal MESLARD : présente
Élie SOTOMAYOR : présent
Gilbert GIMBERNAT : présent
Maryse OLIVÉ : présente
Marie SANCHEZ-RUIZ : présente
Claude DAULIACH : présent
Carole MAUREL : présente
Isabelle E SILVA PENDRELICO : présente
Carl COIGNARD : absent, représenté par Carole MAUREL
Jean-Philippe COMPAN : absent, représenté par Pascale GENIEIS-TORAL
Lucien BABAU-RODRIGUEZ : absent, représenté par Bernard SAUCEROTTE
Sylvie MACEL : présente
Jean-Luc LENOIR : présent
Pascal VIVIANI : présent
Olivier CABASSUT : absent, représenté par Pascal VIVIANI
Sandrine MORONI : présente à partir de 18 h 32, est arrivée au début de la présentation de la note de synthèse n° 3b
Elisabeth CERNEAU : absente, représentée par Yvon MARTIN. Mme CERNEAU s'excuse de son absence puisqu'elle m'a envoyé un mail, et elle a effectivement donné procuration à M. MARTIN.
Yvon MARTIN : présent.

Le quorum est largement atteint. Nous pouvons valablement délibérer.

Date de publication : 07/10/2022.

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Il convient de désigner un secrétaire de séance. Comme d'habitude, si personne n'y voit d'inconvénient dans le Conseil, je propose que Monsieur ALLARD soit notre secrétaire de séance.

PRÉSENTATION DE L'ORDRE DU JOUR

Au niveau de l'ordre du jour, nous avons les points suivants :

Au titre de l'administration générale :

- Le rapport portant sur les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes suite au dernier contrôle qui avait été effectué par la Chambre sur les exercices 2014 à 2019
- Des précisions sur les délégations du Conseil Municipal au Maire

En ce qui concerne les finances :

- La décision modificative n° 2 du budget principal de la commune de Vias
- La modification des tarifs du règlement de l'occupation du domaine public
- Une convention de stérilisation et d'identification des chats errants avec l'Association Chats Viassois
- La majoration de la valeur locative de terrains constructibles non bâtis sur le territoire communal

Au titre de l'urbanisme :

- L'acquisition d'une parcelle à Monsieur et Madame JOUANDON dans le cadre de l'alignement Chemin de la Cresse
- La dénomination des voies de la Zone d'Aménagement Concerté dite de Fontlongue, qui est un quartier en cours d'aménagement
- L'actualisation du périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain
- Une convention de partenariat avec le Conservatoire du Littoral, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée et les Communes d'Agde et de Vias
- L'expérimentation du dispositif S.ABLE sur le territoire de la Côte Ouest de Vias
- Des mesures compensatoires par rapport aux travaux de protection du littoral de Vias

Pour la jeunesse et les sports :

- Les tarifs trimestriels et annuels de la Carte Pass

En ce qui concerne les ressources humaines :

- La modification du tableau des effectifs.

Voilà notre ordre du jour.

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 MAI 2022

Il convient d'approuver le compte rendu de la séance précédente du 24 mai 2022. Y a-t-il des observations ou des questions sur ce compte rendu ? Non. Je le mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

Le compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 24 mai 2022 est approuvé à l'unanimité. Je vous en remercie.

DÉCISIONS DE M. LE MAIRE PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

En ce qui concerne les décisions du Maire prises en application de l'article L.2122-22 du CGCT, y a-t-il des questions sur l'une ou l'autre de ces décisions du Maire ? Monsieur MARTIN vous avez la parole.

M. MARTIN. - Bonsoir. La question porte sur la décision du Maire n° 42. Nous apprenons dans le dossier de l'enquête publique que le but de la désaffectation et du déclassement du parking des Trois Plages est de procéder à un échange de 24 places de parking ; ce qui fait à peu près 30 % du total de ce parking, avec les Résidences VIABELLA. Ces 24 places seront donc, dans l'immédiat, à déduire du parc communal.

Toutefois, la question est la suivante : Étant donné l'état de ce parking, est-ce qu'un aménagement sera nécessaire ? Et si oui, qui en supporterait le coût ?

M. LE MAIRE. - La réponse est : oui, un aménagement est nécessaire, et c'est la ville qui va réaliser le réaménagement de ce parking qui va permettre effectivement de déplacer les espaces de stationnement qui sont sur VIABELLA 1 et VIABELLA 2, de les reporter à cet endroit, et une copropriété horizontale sera créée à cet endroit.

M. MARTIN. - Je vous remercie.

M. LE MAIRE. - Je vous en prie. Y a-t-il d'autres questions sur les décisions du Maire ? Non. Le Conseil Municipal prend acte de ces décisions.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 1a : RAPPORT PORTANT SUR LES RECOMMANDATIONS DE LA CHAMBRE RÉGIONALE DES COMPTES (CRC)

Rapporteur : Monsieur le Maire

M. LE MAIRE. - Nous pouvons donc passer au premier point inscrit à l'ordre du jour qui appelle la délibération relative au rapport portant sur les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes.

Comme je le disais en préambule, suite à un contrôle des comptes et de la gestion de la commune de Vias sur les exercices 2014 à 2019, la Chambre Régionale des Comptes a établi un rapport d'observations définitives en juin 2021 qui a été présenté à l'assemblée délibérante lors de la séance du Conseil Municipal qui s'est tenue l'année dernière, le 19 juillet 2021.

Par courrier en date du 10 mars 2022, la Chambre Régionale des Comptes a demandé à la commune de présenter un rapport à cette même assemblée indiquant les actions qui avaient été mises en place suite à ce rapport, et ce conformément aux dispositions du Code des Juridictions Financières.

Les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes portent sur les points suivants :

1) L'affectation du résultat de la section de fonctionnement conformément aux dispositions des articles L 2311-5, R 2311-11 et R 2311-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Depuis l'exercice 2021, le rattachement des charges et des produits est opéré pour chaque exercice, conformément à ce qui avait été demandé.

Depuis l'élaboration du budget 2022, la procédure de report des restes à réaliser est respectée, conformément à ce qui nous était demandé.

2) Concernant l'inventaire physique des biens en lien avec le comptable public, dès l'exercice 2020 la commune de Vias s'est rapprochée du Trésorier Principal pour établir un inventaire des biens. Ce dernier a été mis à jour fin 2021 et la mise à jour se fera classiquement et annuellement, conformément aux recommandations qui nous ont été faites.

3) Concernant les besoins d'entretien du patrimoine sur une base pluriannuelle, la commune de Vias a mis en place, suite aux élections municipales de 2020, un Plan Pluriannuel d'Investissement sur lequel est inscrite la rénovation des bâtiments communaux (rénovation énergétique pour diminuer notre empreinte carbone, mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, entretien général des bâtiments communaux), le tout pour une enveloppe de 400 000 € HT.

Sur l'exercice 2022, une somme de 170 280 € a été affectée d'ores et déjà à la rénovation des bâtiments communaux

Parallèlement, la Direction Générale des Services de la commune a engagé la réalisation d'un diagnostic pour chaque bâtiment communal, mettant en exergue à chaque fois les dispositions réglementaires en matière de sécurité et d'accessibilité. Un tableau de bord est élaboré sur ces travaux engagés.

4) Sur le dialogue renforcé entre les services au regard des crédits à inscrire sur les budgets initiaux et les budgets supplémentaires au titre des dépenses d'investissement, dépenses également qualifiées « dépenses d'équipement », la commune de Vias précise que les budgets des exercices 2021 et 2022 sont élaborés avec les responsables de Pôle et les responsables de Service concernant ces dépenses d'équipement.

Différents tableaux de bord sont mis à disposition des services pour gérer leurs besoins en dépenses d'équipement.

5) Sur le suivi des effectifs dans le cadre d'une politique de maîtrise des dépenses de fonctionnement, depuis le 1^{er} janvier 2022, les services municipaux sont dotés d'un nouveau logiciel de ressources humaines qui permet un suivi rigoureux, affiné des effectifs de la collectivité, en vue d'une gestion maîtrisée de la masse salariale qui est de l'ordre de 4 300 000 € par an.

Une commission de direction composée de la Direction Générale des Services, de la DGA en charge du Pôle Ressources, de la Direction des Ressources Humaines a été créée pour émettre un avis sur l'ensemble des recrutements opérés par la commune de Vias conformément à la politique souhaitée par la majorité municipale.

A partir de 2023, une révision du tableau des effectifs sera opérée en fonction des mouvements de personnels afin d'être en adéquation avec les postes budgétés et les postes effectivement pourvus.

L'Autorité Territoriale réaffirme naturellement le besoin de se doter d'outils de pilotage RH pour garantir une visibilité des emplois et des effectifs dans le cadre de la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences qui est effectivement nécessaire pour une commune comme la nôtre aujourd'hui de 6 000 habitants et qui est en voie de se développer d'un point de vue démographique, et qui donc, par conséquent, se structure au regard des agents, des responsables de services, des responsables de pôles et de la direction générale. Nous devons renforcer cette structuration, cette organisation pour qu'elle soit plus professionnelle que ce qu'elle était jusqu'à ce jour.

6) Le 6^{ème} point consiste à se conformer aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la durée du travail.

Cela, c'est, comme pour beaucoup de collectivités territoriales, la mise en application des 1 607 heures annuelles. Depuis les contrôles opérés par la Chambre Régionale des Comptes, nous appliquons aujourd'hui strictement cette durée légale du travail.

7) Enfin, la dernière recommandation de la CRC, c'était la mise en œuvre d'un plan pluriannuel de rationalisation des dépenses de fonctionnement et d'investissement pour préserver les dépenses d'entretien.

Ce plan pluriannuel est mis en place et a été voté dès l'exercice 2021. Bien évidemment, ce plan pluriannuel n'est pas figé dans le marbre, de sorte qu'il est appelé à évoluer chaque année comme cela est le cas pour toute entreprise privée qui réoriente chaque année sa politique d'investissement, et c'est bien naturel. Ce plan pluriannuel d'investissement inclut des dépenses de rénovation du patrimoine communal, comme je vous l'ai dit il y a quelques instants.

Un suivi strict des dépenses de fonctionnement est mis en place au travers d'une analyse trimestrielle de l'exécution budgétaire en concertation avec le service des finances, en l'occurrence Laëtitia MONTES et Guy AMIEL, et en lien avec l'Élue en charge des finances, Madame MAZARS, il y a un suivi régulier, quasi hebdomadaire de la consommation budgétaire et plus globalement mensuelle, sur l'évolution de la trésorerie municipale, que ce soit sur les dépenses de fonctionnement et sur les dépenses d'équipement et également sur les recettes corrélatives.

Cet outil de prospective a été mis en place dès l'exercice 2021 en vue d'une rationalisation de nos dépenses, mais également de nos recettes.

Voilà l'ensemble des actions mises en place par la ville, suite au rapport de la Chambre Régionale des Comptes. S'il y a des observations ou des questions, je vous écoute.

Pas de questions. Pas d'observations.

Le Conseil Municipal prend acte de la délibération n° 1a et donc de ce rapport.

Le point n° 1b de l'ordre du jour appelle les précisions apportées aux délégations du Conseil Municipal au Maire. La parole est à Monsieur le Premier Adjoint.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 1b : PRÉCISIONS APPORTÉES AUX DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL À MONSIEUR LE MAIRE (ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES)

Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE. - Merci, Monsieur le Maire. Bonjour à tous. Il s'agit des précisions apportées aux délégations du Conseil Municipal à Monsieur le Maire, en fonction de l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Par délibération n° 2020-05-28-1d du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a autorisé Monsieur le Maire à exercer des missions par délégation dans le but d'assurer une simplification et une meilleure efficacité dans la gestion des dossiers.

Le paragraphe n° 16 de ladite délibération permet à Monsieur le Maire d'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les cas définis par le Conseil Municipal.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de préciser les diverses situations rencontrées :

* Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des juridictions de l'ordre administratif, y compris les juridictions spécialisées, tant en première instance qu'en appel ou en cassation dans le cadre du contentieux de l'annulation, de la responsabilité contractuelle ou non contractuelle ou de tous autres contentieux, saisines ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ;

* Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des juridictions de l'ordre judiciaire, qu'il s'agisse de juridictions civiles, pénales ou toutes autres

juridictions spécialisées, tant en première instance qu'en appel ou en cassation dans le cadre de tout contentieux ou affaires nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville ; – Saisine en demande, en défense ou intervention et représentation devant l'ensemble des autorités administratives indépendantes dans le cadre de toute procédure nécessitant, en demande ou en défense, de faire valoir les intérêts de la ville.

* Constitution de partie civile en vue d'obtenir réparation des préjudices personnels et directs subis par la ville du fait d'infractions pénales, ainsi que les consignations qui s'avèreraient nécessaires dans le cadre de ces procédures.

Les autres dispositions de la délibération n° 2020-05-28-1d restent inchangées.

M. LE MAIRE. - Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Y a-t-il des questions sur cette résolution ? Monsieur MARTIN, vous avez la parole.

M. MARTIN. - C'est plutôt une demande d'explication. J'avoue qu'avec ce vocabulaire c'est parfois un peu opaque.

Vous proposez en fait de modifier le paragraphe 16 de la délibération du 28 mai 2020, afin qu'il soit remplacé par une disposition détaillant davantage les délégations en matière de justice. Serait-il possible de savoir ce qui motive aujourd'hui cette nouvelle disposition ? L'ancienne, plus générale, n'englobait-elle pas de fait toutes ces précisions qui sont indiquées dans la nouvelle ?

M. LE MAIRE. - L'avocate de la commune nous a demandé de prendre une délibération beaucoup plus précise pour éviter toute difficulté en cas d'action de la commune. Vous savez, Monsieur MARTIN, que le diable se cache dans les détails. Nous souhaitons donc aller dans le détail pour éviter toute difficulté d'un requérant ou d'un défenseur qui tenterait d'exciper de l'absence d'autorisation du Maire à agir et à défendre les intérêts de la commune en Justice. C'est donc à la demande de notre conseil juridique que nous prenons cette délibération. Mais vous avez raison de poser la question.

S'il n'y a pas d'autres questions ou observations, je mets aux voix la délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 1b est adoptée à l'unanimité des votants. Je vous en remercie.

Nous passons au chapitre « finances ». Nous allons sans plus tarder aborder la décision modificative n° 2 du Budget Principal de la Commune. La parole est à Mme MAZARS, Adjointe aux Finances.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2a : DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNE

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS. - Merci, Monsieur le Maire. En cours d'année, il est nécessaire de modifier les écritures budgétaires afin d'adapter les crédits ouverts au Budget Primitif à la réalité des informations financières. Aussi, le Conseil Municipal est appelé à voter ces décisions modificatives.

Il convient aujourd'hui de réajuster les crédits votés au Budget Primitif 2022 afin de tenir compte notamment d'écritures de régularisation demandées par la Trésorerie concernant des opérations d'ordre.

Il est donc proposé de modifier les inscriptions budgétaires comme suit :

En dépenses de fonctionnement :

Chapitre 022 – Article 022 « Dépenses imprévues »	+ 33 190,00 €
Chapitre 67 – Article 673 « Titres annulés »	+ 34 157,00 €

En recettes de fonctionnement :

Chapitre 042 – Article 7588 « Produits divers de gestion courante »	+ 33 190,00 €
Chapitre 042 – Article 777 « Quote-part des subventions d'investissement transférée »	+ 34 157,00 €

En dépenses d'investissement :

Chapitre 040 – Article 13911 « Subventions d'équipement »	+ 132,00 €
Chapitre 040 – Article 13918 « Subventions d'équipement »	+ 4 153,00 €
Chapitre 040 – Article 13916 « Subventions d'équipement »	+ 4 872,00 €
Chapitre 040 – Article 139158 « Subventions d'équipement »	+ 25 000,00 €
Chapitre 040 – Article 1641 « Emprunts en euros »	+ 33 190,00 €
Opération 925 – Article 2182 « Achat de véhicules »	+ 6 000,00 €
Chapitre 020 – Article 020 « Dépenses imprévues »	– 39 190,00 €

En recettes d'investissement :

Chapitre 040 – Article 13911 « Subventions d'équipement »	+ 34 157,00 €
---	---------------

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur ces écritures budgétaires.

M. LE MAIRE. - Merci, Madame l'Adjointe aux Finances, y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 5 voix.

La délibération n° 2a est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer à la modification des tarifs du règlement de l'occupation temporaire du domaine public. La parole est à Madame GENIEIS dans sa qualité d'Adjointe aux Marchés.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2b : MODIFICATION DES TARIFS DU RÈGLEMENT DE L'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC – MARCHÉS, HALLES, BRADERIES, ACTIVITÉS FORAINES... SUR LA COMMUNE DE VIAS
Rapporteur : Pascale GENIEIS-TORAL

Mme GENIEIS-TORAL. - Merci, Monsieur le Maire.

L'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques pose le principe selon lequel toute occupation ou utilisation privative du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Or il est nécessaire de compléter ou d'ajuster les tarifs déjà existants afin de prendre en compte les demandes récentes liées à de nouvelles opérations commerciales, des actions événementielles, des animations festives.

Ainsi, il convient de modifier l'annexe 1 du règlement de l'occupation temporaire du domaine public comme suit :

1) Pour les marchés alimentaires et produits manufacturés, rien n'a changé.

2) Pour les marchés événementiels, rien n'a changé non plus.

3) Pour les autres tarifs, rien n'a changé à l'exception de la tarification des terrasses commerciales qui serait la suivante :

- Pour Vias Centre : 10 € le m² ; facturation 10 mois sur 12 (2 mois offerts)
- Pour Vias Plage : 15 € le m² ; facturation 7 mois sur 12.

La présente délibération annule et remplace la délibération n° 2020-11-10-2f votée en Conseil Municipal le 10 novembre 2020.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur ces modifications.

M. LE MAIRE. - Merci, Madame l'Adjointe aux Marchés, au Commerce et à l'Artisanat. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Non, pas de questions.

Pour ce toilettage de la tarification, je mets aux voix la délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 2b est adoptée à l'unanimité des votants. Je vous en remercie.

Le point suivant appelle la convention avec l'Association Les Chats Viassois. La parole est à Madame Lucette ALBERTO, Conseillère Municipale déléguée à la Proximité. Nous allons parler de chats, Madame ALBERTO.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2c : CONVENTION DE STÉRILISATION ET D'IDENTIFICATION DES CHATS ERRANTS AVEC L'ASSOCIATION LES CHATS VIASSOIS

Rapporteur : Lucette ALBERTO

Mme ALBERTO. - Merci, Monsieur le Maire. En 2021, la ville de Vias s'est rapprochée de l'Association des « Chats Viassois » en raison de son engagement en matière de régulation et de gestion des populations de chats libres.

La gestion des chats errants est délicate et il est impératif de gérer leurs populations en maîtrisant leur prolifération.

Ainsi, la commune souhaite passer une nouvelle convention avec l'Association « Les Chats Viassois », prévoyant une participation communale de 1 750 €, afin que celle-ci assure la stérilisation et l'identification des chats errants sur la commune.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de stérilisation et d'identification des chats errants entre la commune et l'Association « Les Chats Viassois » afin que cette dernière puisse prendre en charge la stérilisation et l'identification des chats errants sur le territoire de notre commune.

M. LE MAIRE. - Merci, Madame la Conseillère Municipale, pour cette lecture.

Y a-t-il des questions ? Non. Cela n'inspire personne. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 2c est adoptée à l'unanimité des votants. Je vous en remercie.

Le point suivant à l'ordre du jour appelle la majoration de la valeur locative des terrains constructibles non bâtis sur le territoire de la commune de Vias. La parole est à Madame Muriel PRADES, Adjointe au Droit des Sols.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 2d : MAJORATION DE LA VALEUR LOCATIVE DE TERRAINS CONSTRUCTIBLES NON BÂTIS

Rapporteur : Muriel PRADES

Mme PRADES. - Merci, Monsieur le Maire. Les dispositions de l'article 1396 du Code Général des Impôts permettent au Conseil Municipal de majorer la valeur locative cadastrale

des terrains constructibles situés dans les zones urbaines délimitées par une carte communale, un Plan Local d'Urbanisme ou un plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé conformément au Code de l'urbanisme, d'une valeur forfaitaire de 0,50 €, 1 €, 1,50 €, 2 €, 2,50 € ou 3 € par mètre carré pour le calcul de la part de la taxe foncière sur les propriétés non bâties revenant à la commune.

Ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux terrains appartenant aux établissements publics fonciers visés aux articles L.321-1 et L.324.1 du Code de l'urbanisme ;
- aux terrains classés depuis moins d'un an dans les zones urbaines visées au premier alinéa ;
- aux terrains situés dans le périmètre d'une ZAC ou pour lesquels un permis de construire, un permis d'aménager ou une autorisation de lotir a été obtenu ;
- aux parcelles supportant une construction passible de la taxe d'habitation.

Cette majoration ne peut excéder 3 % d'une valeur forfaitaire moyenne au mètre carré définie par le décret n° 2007-1788 du 19 décembre 2007 et représentative de la valeur moyenne du terrain selon sa situation géographique.

Pour Vias, classée en zone B1, cette valeur s'élève à 113 € pour l'année 2022. La majoration maximale à appliquer est donc fixée à 3,39 €/m².

En cas d'inscription erronée, les dégrèvements en résultant sont à la charge de la Commune.

Le Conseil Municipal est appelé à se prononcer sur la majoration de la valeur locative cadastrale des terrains constructibles situés dans les zones urbaines, d'une valeur forfaitaire de 3 € par mètre carré, pour le calcul de la part de taxe foncière sur les propriétés non bâties revenant à la commune, conformément à l'article 1396 du Code Général des Impôts.

M. LE MAIRE. - Merci, Madame l'Adjointe au Droit des Sols. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Monsieur MARTIN, vous avez la parole.

M. MARTIN. - Il s'agit apparemment, là encore, de taxer les propriétaires viassois, et pas forcément, me semble-t-il, les plus aisés. Nous pensons qu'après les 17 % d'augmentation de la taxe d'habitation, il serait peut-être opportun de trouver d'autres sources de financement pour la commune.

M. LE MAIRE. - Les 17 % d'augmentation, ce n'était pas sur la taxe d'habitation, c'est sur la taxe foncière.

M. MARTIN. - Oui, sur la taxe foncière. J'ai fait une erreur.

M. LE MAIRE. - Justement, si vous voulez, ce sont des terrains qui sont en zone constructible, mais qui sont vierges ; c'est-à-dire que, pour ces terrains-là, généralement situés dans des zones urbanisées, la ville a fait des travaux importants d'investissement pour desservir ces terrains en réseaux humides, en eau potable et assainissement, et en réseaux secs, et force est de constater qu'en l'absence de constructions sur ces terrains-là la ville a perdu de l'argent. Pour encourager ces personnes à construire une villa ou un autre type de construction, nous souhaitons effectivement majorer le foncier non bâti ; c'est-à-dire que, s'il y a une construction sur un terrain de 1 000 m², si vous avez une habitation, vous n'êtes pas concerné. Là, je parle vraiment d'une parcelle vierge de toute construction. Nous allons encourager, par cet effet-là, les propriétaires à bâtir puisqu'il y a un certain nombre de terrains, ce que l'on appelle « les dents creuses », en centre ville de Vias qui ne sont pas bâtis, pour lesquels la ville, à l'époque, avait engagé des travaux d'investissement, et il faut absolument que ces terrains soient bâtis ou, dans le cas contraire, qu'il y ait à ce moment-là

une contribution dans le cadre de cette majoration de la taxe foncière sur les propriétés non bâties. Cela s'appelle un juste retour sur l'investissement, sur les investissements faits par la commune.

Monsieur MARTIN, vous pouvez réintervenir.

M. MARTIN. - Petite précision. Est-ce que cela signifie aussi que ces terrains-là sont nécessairement viabilisés ? Parce qu'ils peuvent être situés en zone constructible, mais non viabilisés.

M. LE MAIRE. - Non, parce que, pour être en zone urbaine selon le zonage du PLU, pour revêtir cette classification de zone urbaine, le Code de l'urbanisme prévoit que les parcelles situées en zone urbaine sont desservies par les réseaux publics. Si nous avons des parcelles qui sont classées en zone dite urbaine (Ua, Ub, Uc ou même Ud) sur le territoire municipal, sur le PLU de la commune, c'est que ces terrains sont viabilisés, sont desservis par les réseaux publics.

M. MARTIN. - Je vous remercie de ces précisions.

M. LE MAIRE. - Y a-t-il d'autres questions ? Non. Je mets aux voix la délibération.

Qui est contre ? 2 voix.

Qui s'abstient ? 3 voix.

La délibération n° 2d est adoptée à la majorité. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer au point suivant à l'ordre du jour appelant l'alignement du chemin de la Cresse. La parole est à Madame PRADES. Madame l'Adjointe au Droit des Sols, à vous la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3a : ALIGNEMENT CHEMIN DE LA CRESSE – ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTRÉE SECTION BS 308 DE M. ET MME JOUANDON
Rapporteur : Muriel PRADES

Mme PRADES. - Merci. Monsieur et Madame JOUANDON Denis sont propriétaires des parcelles cadastrées section BS n° 306, 307 et 308 d'une superficie totale de 655 m², situées Chemin de la Cresse.

A l'occasion de la délivrance du permis de construire PC n° 34332 20 K 0012, l'alignement du Chemin de la Cresse a été établi. Un arrêté d'alignement n° 2020/327 a été délivré le 2 octobre 2020.

La parcelle à céder, délimitée par le cabinet de géomètres CEAU, est cadastrée section BS n° 308 pour une superficie de 26 m².

Par courriel en date du 16 juin 2022, Monsieur et Madame JOUANDON ont donné leur accord pour céder la parcelle cadastrée section BS n° 308 au prix de 50 € le m².

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la cession au prix de 1 300 € de la parcelle cadastrée section BS n° 308 d'une superficie totale de 26 m² et d'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte à intervenir ainsi que tout document s'y rapportant.

M. LE MAIRE. - Merci, Madame l'Adjointe. Y a-t-il des questions ? Pas de questions. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3a est adoptée à l'unanimité des votants. Je vous en remercie.

Le point suivant de l'ordre du jour appelle la dénomination des voies de la ZAC Fontlongue. La parole est à Madame Nicole LEFFRAY. Elle va nous expliquer pourquoi elle prend la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3b : DÉNOMINATION DES VOIES DE LA ZAC FONTLONGUE
Rapporteur : Nicole LEFFRAY-VINCENTS

Mme LEFFRAY-VINCENTS. - Merci, Monsieur le Maire. Par délibération du Conseil Municipal en date du 5 décembre 2019, le dossier de réalisation de la ZAC Fontlongue a été approuvé. Les travaux d'aménagement de la première tranche sont en cours.

(Arrivée de Mme MORONI en séance à 18 h 32)

Ce nouveau quartier pourra accueillir environ 400 logements. Afin d'établir une adresse précise à chaque logement, il est nécessaire de dénommer les nouvelles voies de cette opération.

L'opération s'organise dans un cadre paysager s'inspirant de son environnement proche, et autour d'un espace fédérateur, créateur de convivialité. La forme circulaire du centre historique se retrouvera dans le futur quartier au travers des axes de circulation.

Après consultation du Conseil des Sages et du Conseil Municipal des Jeunes, il est proposé de dénommer les voies suivantes conformément au plan annexé à la délibération.

(Présentation de documents sur écran)

Nous allons partir du nouveau rond-point.

- De la Route de Bessan (RD 137) au Chemin de Coussergues : Boulevard Simone Veil.
- Au nord du Boulevard Simone Veil : Place Augustin Farenc. C'est la place centrale.
- De l'Avenue de la Gardie au Boulevard Simone Veil : Rue Louis Lagrue.
- De l'Avenue de la Gardie à la Rue Maurice Puel : Rue Jean Pouzaire.
- Du Boulevard Simone Veil à la Rue Lucie Aubrac : Rue Maurice Puel.
- De la Rue Maurice Puel à la Rue Henri Vittumi : Rue Docteur Yvon Vieu.
- Du Boulevard Simone Veil à la rue Lucie Aubrac : Rue Henri Vittumi.
- De l'Avenue de la Gardie à l'Avenue de Montblanc : Rue Joséphine Baker.
- De l'Avenue de la Gardie à l'Avenue de Montblanc : Rue Edith Piaf.
- De l'Avenue de la Gardie à l'Avenue de Montblanc : Rue Lucie Aubrac.
- De l'Avenue de la Gardie et se terminant en impasse : Impasse Christophe Dominici.
- Du Boulevard Simone Veil et se terminant en impasse : Impasse Éric Tabarly.
- De l'Avenue de la Gardie et se terminant en impasse : Impasse Jacques-Yves Cousteau.
- Du Boulevard Simone Veil, à l'Est de la Place Augustin Farenc, à la limite Nord de la ZAC : Allée Jacques Chirac.
- Du Boulevard Simone Veil, à l'Ouest de la Place Augustin Farenc, à la limite Nord de la ZAC : Allée Georges Pompidou.
- De la voie SNCF au Chemin de Coussergues : Impasse Raymond Poulidor.
- De la voie SNCF à la limite Nord de la ZAC : Avenue de la Gardie.
- De la voie SNCF à la limite Nord de la ZAC : Avenue de Montblanc.

M. LE MAIRE. - Merci, Madame l'Adjointe au Maire pour cette présentation des voies. Je tiens à remercier le Conseil Municipal des Jeunes ainsi que le Conseil des Sages pour leur participation dans le choix de noms pour ces rues, avenues et places, avec une mention particulière pour le nom de la future place, et, comme vous le savez, je tiens à remercier le Conseil Municipal de l'honneur qui m'est fait. S'il y a des questions sur ces voies, bien évidemment elles sont les bienvenues.

Monsieur MARTIN, vous avez la parole.

M. MARTIN. - Ce sera plutôt une simple observation. S'il est vrai que les noms des personnalités choisies nous paraissent globalement pertinents, une lecture un peu plus attentive nous amène un peu à nous étonner que, sur les 18 nouvelles dénominations, seules 4 ont été attribuées à des femmes célèbres, soit à peine plus de 22 %. A l'heure de la parité, et sachant que le retard que nous affichons dans ce domaine est assez conséquent, il nous aurait paru juste que la proportion soit plus équilibrée et même peut-être inversée.

D'autre part, deux Présidents de la Vème République, à présent disparus, Georges POMPIDOU et Jacques CHIRAC, ont réussi à s'insérer dans la liste. Ne serait-il pas judicieux de faire une place également à Valéry GISCARD d'ESTAING et François MITTERRAND ?

M. LE MAIRE. - Nous ne pouvons pas contenter tout le monde. Mais par rapport à la parité, je dirai une chose : la qualité vaut mieux que la quantité. Nous avons fait un choix sur les propositions qui nous étaient faites. Il y a donc eu un choix qui a été fait. Alors il est toujours imparfait le choix, forcément. Mais, en tout cas, c'est sur la base des propositions qui nous ont été faites par le Conseil Municipal des Jeunes et par le Conseil des Sages que le Conseil majoritaire a fait des choix effectivement, qui sont ce qu'ils sont. Ils ont le mérite d'exister. Voilà ce que je pouvais vous répondre. Il y a des personnalités viassoises bien sûr.

S'il n'y a pas d'autres questions, remarques ou observations, je mets aux voix la délibération.
Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 6 voix.

La délibération n° 3b est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés. Je vous en remercie.

Le point suivant à l'ordre du jour appelle l'actualisation du périmètre d'application du Droit de Préemption Urbain. La parole est à Monsieur le Premier Adjoint.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3c : ACTUALISATION DU PÉRIMÈTRE D'APPLICATION DU DROIT DE PRÉEMPTION URBAIN (DPU)

Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE

M. SAUCEROTTE. - Par délibération en date du 29 septembre 2017, le Droit de Préemption Urbain a été instauré dans les zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) nouvellement définies au Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 juillet 2017.

Depuis, deux modifications simplifiées et une modification de droit commun ont été menées. Cette dernière a notamment apporté des modifications au zonage du PLU.

Il est rappelé que le Droit de Préemption Urbain est mis en place dans les zones urbaines U et à urbaniser AU afin de permettre à la commune de maîtriser progressivement le foncier dans le cadre de la mise en place ou de la poursuite d'actions ou d'opérations d'aménagement ayant pour objet un projet urbain, le renouvellement urbain, la politique locale de l'habitat, le maintien, l'accueil ou l'extension d'activités économiques, le développement des loisirs et du tourisme, la réalisation d'équipements collectifs, la lutte contre l'insalubrité, la sauvegarde ou la mise en valeur du patrimoine.

Il est donc nécessaire d'actualiser le champ d'application du Droit de Préemption Urbain pour le mettre en adéquation avec le document d'urbanisme nouvellement opposable.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'actualiser le Droit de Préemption Urbain existant sur l'ensemble des zones urbaines U et à urbaniser AU du Plan Local d'Urbanisme conformément aux délimitations figurant sur le document graphique annexé à la présente délibération.

M. LE MAIRE. - Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Y a-t-il des questions sur cette délibération technique d'urbanisme ? Non, pas de questions. Je mets la délibération aux voix. Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? 6 voix.

La délibération n° 3c est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés. Je vous en remercie.

Le point suivant à l'ordre du jour appelle la convention de partenariat avec le Conservatoire du Littoral, la CAHM et les Communes d'Agde et de Vias. La parole est à Monsieur Elie SOTOMAYOR, Conseiller Municipal en charge du Littoral.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3d : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE CONSERVATOIRE DU LITTORAL, LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION HÉRAULT MÉDITERRANÉE ET LES COMMUNES D'AGDE ET DE VIAS

Rapporteur : Élie SOTOMAYOR

M. SOTOMAYOR. - Merci, Monsieur le Maire.

La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, en lien avec le Conseil Départemental de l'Hérault et les Communes d'Agde et de Vias, porte un projet de préservation des Verdisses au travers d'un périmètre de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PAEN) approuvé le 18 septembre 2017.

Afin de préciser le cadre partenarial entre le Conservatoire du Littoral, la CAHM et les Communes d'Agde et de Vias, ainsi que les actions conduites, il est proposé de signer une convention pour une durée de 5 ans, reconductible.

Celle-ci a pour objectif partagé de lutter contre la cabanisation, de préserver l'usage des sols et de restaurer la qualité écologique et paysagère.

La présente convention détaille notamment :

- le contexte de l'action et la stratégie adoptée par les signataires ;
- les thématiques d'intervention, les outils et procédures mobilisables par les signataires en fonction de leurs compétences propres ;
- le pilotage du partenariat et les conditions de suivi et d'évaluation.

Sur le secteur Sud des Verdisses, le Conservatoire du Littoral est amené à se porter acquéreur de parcelles en état parfois dégradé ou supportant des constructions. Dans le cas de bâtiments vétustes et afin d'affirmer le sens de l'action publique et d'éviter d'éventuelles occupations illégales, il est important de procéder à la démolition des bâtiments et à la renaturation des emprises foncières dans un délai court suivant l'acquisition ou le cas échéant de les mettre en sécurité, voire de les restaurer.

Par tous moyens appropriés, le Conservatoire du Littoral, la CAHM et les Communes d'Agde et Vias associent leurs efforts et coopèrent notamment sur les thèmes suivants :

- Politique foncière,
- Prévention et lutte contre la cabanisation,
- Préservation de la biodiversité et des paysages,
- Préservation ou réimplantation d'activités agricoles respectueuses des équilibres écologiques,
- Accueil et sécurité du public.

Cette politique de reconquête s'accompagnera de la mise en place d'activités agropastorales extensives sur l'ensemble du secteur, en compatibilité avec la sensibilité des milieux naturels.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la convention de partenariat et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer et tout autre document s'y référant.

M. LE MAIRE. - Merci, Monsieur le Conseiller Municipal. Y a-t-il des questions sur cette convention de partenariat pour la reconquête paysagère du site du Clot ? Non, pas de remarques. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3d est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous passons au point suivant à l'ordre du jour qui porte sur l'avis à formuler sur l'expérimentation du dispositif S-Able. La parole est à Monsieur le Premier Adjoint en sa casquette également de Vice-président de la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée en charge du Littoral.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3e : AVIS SUR L'EXPÉRIMENTATION DU DISPOSITIF S-ABLE **Rapporteur : Bernard SAUCEROTTE**

M. SAUCEROTTE. - Par délibération en date du 8 février 2021, le Conseil communautaire a pris en compte les enjeux littoraux en Côte Ouest de Vias dans le cadre d'un appel à partenaires pour la gestion intégrée du littoral lancé par l'ANEL et le CEREMA.

Dans le cadre de cette démarche, le dispositif S-Able, composé de filets et ayant pour objectif de faciliter l'accumulation du sable au niveau de la barre avant côte et ainsi atténuer l'impact des coups de mer, sera expérimenté sur deux secteurs en Côte Ouest. Pour cela, un marché a été conclu entre la société S-Able et la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, validé en Bureau communautaire le 30 novembre 2021.

Le CEREMA et l'EID Méditerranée ont en charge le suivi et l'évaluation de la performance de ce dispositif.

Considérant le contexte expérimental, la nature du dispositif, son coût et son implantation, la CAHM, dans sa séance du 30 mai 2022, a sollicité les services de l'État pour l'instruction administrative des dossiers réglementaires et a demandé de lancer les procédures en vigueur permettant l'occupation du domaine public maritime et la réalisation de cette expérimentation.

A ce stade de la procédure, et compte tenu des enjeux, il est demandé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à la réalisation de ce projet.

M. LE MAIRE. - Merci, Monsieur le Premier Adjoint. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? La parole est à Monsieur LENOIR.

M. LENOIR. - Merci, Monsieur le Maire. Nous ne remettons pas en cause le choix qui a été fait de ce dispositif, mais simplement nous souhaiterions avoir confirmation qu'aucun frais ne sera pris en charge par la Mairie.

M. SAUCEROTTE. - Alors, là, effectivement, c'est une compétence de l'Agglomération. Je reviens sur l'historique des 900 mètres de front de mer qui ont été déterminés. Normalement, il y avait un projet sur toute la côte Ouest qui était prévu avec un partenariat avec l'État, l'Europe, le Département, la Région et l'Agglomération. Il avait été prévu une participation à hauteur de 20 % pour l'Agglomération, une participation à hauteur de 15 % pour le Département et une participation de 15 % pour la Région et une participation de 22 % pour l'État, et le reste des financements étant apporté par l'Europe.

Ce projet a été arrêté parce qu'en fait le calcul du sable qui était en fait imposé par l'État dans la technique n'a pas fonctionné et les millions d'euros sont partis à la mer. Le Sous-préfet l'a constaté. Aujourd'hui, nous repartons sur un projet nouveau, autorisé par l'État pour diminuer l'action de la houle afin que le sable puisse tenir.

Donc, aujourd'hui, c'est l'Agglomération qui a en charge cette mission, et c'est l'Agglomération qui va demander des subventions à des partenaires institutionnels qui sont

déjà le Département et la Région, qui sont toujours en accord avec nous. Par ailleurs, nous allons demander une participation à l'Europe puisque nous pensons que l'État ne participerait pas. Mais, dans tous les cas, c'est l'Agglomération qui assume cette charge.

M. LENOIR. - Merci.

M. LE MAIRE. - Y a-t-il d'autres questions ? Élie SOTOMAYOR a la parole.

M. SOTOMAYOR. - Moi, je voudrais avoir une précision. C'est par rapport à la Côte Ouest et par rapport au projet. Bernard, je t'avais posé une question, je reviens dessus parce qu'elle m'est souvent posée dans la mesure où j'habite le secteur. S'agissant de ce projet expérimental qui devait se faire, il y avait des dates qui étaient annoncées en 2022 : février/mars, cela ne s'est pas fait ; après, on parlait de septembre/octobre/novembre 2022. Est-ce que tu as des précisions ? Parce qu'aujourd'hui nous voyons qu'effectivement c'est dans les clous. Mais aurons-nous des précisions ? Merci.

M. SAUCEROTTE. - Aujourd'hui, il y a eu la demande auprès de l'État de l'AOT, c'est-à-dire l'Autorisation de l'Occupation Temporaire, par rapport à laquelle l'État va statuer, il lui reste je crois 29 jours pour le faire, à condition qu'il ne nous demande pas de pièces supplémentaires.

Par ailleurs, pendant ce temps, il fallait faire une composante environnementale et écologique. Ces dossiers ont été établis, sauf que, chaque fois, l'État nous demande des suppléments ou des complexités. Mais, en fait, c'est en train d'aboutir.

De l'autre côté, nous avons signé avec Monsieur MICHON la convention. Nous lui avons versé déjà un tiers de la somme pour commander des produits. L'argent a donc été versé.

Maintenant, Monsieur MICHON, lui, commence à acheter les filets et à les préparer.

A partir de là, nous avons considéré que c'était l'été à peu près qu'il nous fallait pour que l'État finisse de poser les différentes questions pour que nous ayons toutes les autorisations.

A ce moment-là, normalement, dans le dernier trimestre, les filets devraient enfin être posés, malgré toute la complexité qu'il y a au niveau de cette opération.

M. LE MAIRE. - Merci, Bernard, pour ces précisions. Y a-t-il d'autres réactions sur cette résolution ? Non. Je la mets aux voix. Je vous propose d'émettre un avis favorable à la réalisation de ce projet expérimental.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3e est adoptée à l'unanimité. Le Conseil Municipal émet donc, à l'unanimité, un avis favorable sur ce projet.

Le point suivant à l'ordre du jour appelle les mesures compensatoires. Nous sommes décidément sur le littoral et sur les travaux de protection sur Vias. La parole revient à Élie SOTOMAYOR.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 3f : MESURES COMPENSATOIRES – TRAVAUX DE PROTECTION DU LITTORAL DE VIAS

Rapporteur : Élie SOTOMAYOR

M. SOTOMAYOR. - Merci, Monsieur le Maire. La Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée a réalisé des travaux de protection en Côte Ouest de Vias en 2015 (dite phase 1), travaux rendus nécessaires du fait du phénomène d'érosion particulièrement important sur ce secteur.

La mise en œuvre de ces aménagements s'est faite conformément à l'arrêté n° 2013336-0009 du 02 décembre 2013 par lequel le Préfet a déclaré les travaux d'intérêt général au titre

de l'article L.211-7 du Code de l'environnement, et les a autorisés au titre des articles L.214-1 et suivants du même code.

De plus, l'arrêté n° 2015043-0001 du 11 février 2015, établi sur le fondement des deux avis favorables émis par le Centre National de Protection de la Nature et par l'autorité environnementale, liste les 20 espèces qui ont pu être impactées par les travaux, ainsi que les mesures qui doivent être mises en œuvre par la CAHM. Ces mesures ont été définies après avoir pris en compte les actions permettant d'éviter et de réduire les impacts de ces aménagements sur ces espèces et leur habitat.

Ces mesures permettant de garantir la gestion durable de parcelles propices au développement des espèces sont réparties sur des parcelles publiques sur les communes de Vias et Portiragnes pour une surface totale de 19 ha. Elles sont mises en œuvre depuis la fin des travaux à travers des suivis, la participation à un plan régional d'action et la définition d'itinéraires techniques, la gestion des espèces invasives, l'entretien des ganivelles.

Toutefois, au regard des aménagements rendus nécessaires pour l'accueil du public en période touristique en Côte Est de Vias, une partie des parcelles destinées à ces mesures compensatoires situées dans le lot dit P3 ne pourront pas être restaurées ; il s'agit des parcelles AX 30 et 98, représentant 7 400 m² sur les 17 000 m² de ce lot.

Aussi, à l'appui de l'expertise du Bureau d'études ECOMED, 4 parcelles communales BH 79, 80, 81 et 157 du secteur « La Petite Cosse » sont proposées en remplacement. D'une surface totale de 8 805 m², elles sont caractérisées par un sol très sableux favorable aux espèces cibles. Les actions de restauration consisteront en :

- la coupe d'une majorité de la strate arborée,
- le griffage du sol pour ôter les aiguilles de pin,
- la destruction et l'évacuation des bâtiments.

Ainsi, l'ensemble des parcelles comprises dans le lot 3 en Côte Est de Vias couvriraient 18 405 m². Ces parcelles sont classées NER (Naturel Espace Remarquable) au Plan Local d'Urbanisme, leur garantissant une vocation naturelle dont la gestion sera réalisée par la CAHM. De plus, pour le suivi et la valorisation, la CAHM associera les jeunes Viassois.

Par conséquent, la CAHM doit solliciter le Préfet pour la mise à jour de l'arrêté de dérogation n° 2015043-0001 du 11 février 2015 afin de prendre en compte cet échange de parcelles.

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable à la désignation des parcelles communales cadastrées section BH n° 79, 80, 81 et 157, d'une superficie de 8 805 m², destinées aux mesures compensatoires des travaux de protection du littoral de Vias.

M. LE MAIRE. - Merci. La Côte Est vient au secours de la Côte Ouest. Ce n'est pas beau, cela ? Cette unité territoriale, c'est magnifique.

Y a-t-il des questions sur ces travaux compensatoires ? Monsieur VIVIANI, vous sollicitez la parole. Je vous la donne.

M. VIVIANI. - Merci. Cela concerne justement cette Côte Ouest/Côte Est. Au départ, il est question de sauvegarder des espèces en lien avec Côte Ouest. Là, il y a une compensation qui est faite Côte Est. Il y a 5 ou 6 kilomètres à peu près entre les deux. Pouvez-vous nous en dire un peu plus, de façon que nous comprenions mieux ce mécanisme de compensation, s'il vous plaît ?

M. SAUCEROTTE. - Ce mécanisme de compensation, il est établi par des personnes spécialistes de l'environnement. Il y a un bureau d'études qui est spécialisé là-dedans. Pour trouver une compensation, il faut trouver un territoire qui soit à peu près équivalent sur le plan de la nature du sol et sur le plan du milieu de vie des espèces, de cette biodiversité. Il faut une biodiversité à peu près équivalente à celle que l'on veut compenser ; elle ne peut jamais être la même puisqu'elle n'est pas au même endroit, mais enfin le but recherché est qu'elle y ressemble au maximum. Il se trouve que cette parcelle n° 30 correspond au parking qui a été

l'agrandissement en Côte Ouest de Vias, ce sont les 400 places supplémentaires du front de mer. De ce fait-là, nous avons besoin de ces places pour les personnes qui sont dans ce secteur et pour l'activité. Si nous n'avions pas ces 400 places, nous serions en difficulté, tout le monde en convient. En fait, la renaturation de cette partie ne pouvait pas être aussi valable pour représenter une compensation.

Il a donc fallu rechercher d'autres parcelles. Nous avons mis des parcelles qui sont au Sud-Est de la commune, qui ne sont pas en front de mer, qui sont dans un zonage NER (Naturel Espace Remarquable) et que le bureau d'études a validées. Bien sûr, nous allons solliciter les services de l'État, mais ils sont déjà dans la boucle, nous avons déjà travaillé avec eux, nous ne décidons pas de retenir les parcelles comme cela. Ce sont les bureaux d'études qui cherchent ces parcelles qui peuvent présenter une biodiversité qui convient. Nous, la Commune, nous disons : d'accord. Après, il y a l'État qui valide cette zone.

M. VIVIANI. - D'accord. Ces parcelles-là sont situées vers l'endroit qu'on appelle « le Canalet ».

M. SAUCEROTTE. - Qu'est-ce que tu appelles « le Canalet » ? Tu parles du Chemin du Clot ?

M. VIVIANI. - Oui, je parle du Chemin du Clot.

M. SAUCEROTTE. - Au niveau du Chemin du Clot, il y a le parking. On arrive ensuite à la zone du barrage qui est inscrite au PLU en zone N port, pour un port éventuel. Quand on a le nord en haut, c'est sur la gauche, dans un espace naturel remarquable, en zone PPRI rouge. Cette zone présentera vraiment une vraie biodiversité.

M. LE MAIRE. - Pour resynthétiser la chose, en fait, quand vous faites des travaux comme nous en avons fait sur la Côte Ouest en 2015 pour recréer un cordon dunaire, nous avons « détruit » des espaces dits naturels pour recréer un cordon dunaire. Du coup, pour que ces travaux soient autorisés, il a dû y avoir un arrêté du Préfet portant dérogation à la destruction d'espèces protégées de faune et de flore. Pour obtenir effectivement l'autorisation de faire ces travaux et cet arrêté de dérogation par rapport à la destruction d'espèces protégées de faune et de flore, il faut prévoir des mesures compensatoires, pour compenser à un autre endroit l'habitat de ces espèces. Il y avait eu un fléchage qui avait été fait sur le secteur Est/front de mer, là où effectivement il y a aujourd'hui la promenade ; les lieux n'étaient pas tout à fait choisis de façon pertinente. Du coup, nous prenons ces mesures compensatoires sur d'autres secteurs de la commune, où nous allons sanctuariser ces secteurs puisqu'il ne s'y passera jamais rien dans la mesure où nous sommes en espace remarquable et en zone rouge au PPRI, c'est-à-dire sur un espace totalement inconstructible. Nous allons sanctuariser ces espaces pour y permettre le développement de la faune et de la flore dans le cadre de l'arrêté qui avait été signé en 2015.

Cela vous convient-il comme réponse ?

M. VIVIANI. - Oui, très bien. Il est vrai que, si nous pouvions avoir de la part de l'État ou de l'organisme qui s'en occupe, un retour pour savoir si les espèces se trouvent bien et se développent sur ces espaces, cela peut être intéressant.

M. LE MAIRE. - Quand nous faisons des études au niveau du PLU, et nous allons rentrer dans la révision du PLU, nous allons avoir un bureau d'études environnementales qui va faire une évaluation de ces zones. Nous aurons donc effectivement, sur l'ensemble du territoire communal, une évaluation environnementale sur le développement des espèces.

Élie SOTOMAYOR a la parole.

M. SOTOMAYOR. - Par rapport à l'interrogation que vous posez, effectivement, cet aspect

de mesures compensatoires a été un élément important. Moi, j'ai été farouchement opposé à ce projet, et il y avait cet aspect-là de mesures compensatoires. C'était tellement un aspect important qu'il pouvait faire capoter le projet. Cela aurait pu capoter. Mais enfin c'est passé en force, c'est comme cela que je l'ai considéré. C'est passé en force, mais nous nous rendons compte que, quelque part, dans la présentation, des mesures compensatoires avaient été définies en catimini, rapidement ; on fait passer le projet. Et puis, nous nous rendons compte que ces mesures compensatoires ne sont pas très bonnes. Il faut donc trouver une solution de repétassage et nous allons aller en chercher là où nous pouvons en trouver, et effectivement nous allons les chercher sur la Côte Est. C'est l'observation que je voulais faire par rapport à ce que vous dites, Monsieur VIVIANI.

M. VIVIANI. - Merci.

M. SAUCEROTTE. - Je voudrais rajouter un petit mot. Si l'on construit, si l'on a un projet d'urbanisation, des mesures compensatoires pourraient être logiques. Mais quand il y a un cordon dunaire qui n'existe pas, et quand nous le refaisons, en fait nous recréons une zone de biodiversité, et malgré tout l'État nous demande une mesure compensatoire parce que nous recréons une zone de biodiversité. Là, cela s'appelle le comble.

M. LE MAIRE. - Cela s'appelle plutôt l'administration française, mais nous allons arrêter là le débat parce que, sinon, nous pourrions en parler pendant des heures. Monsieur MARTIN, vous vouliez intervenir ? Vous avez la parole.

M. MARTIN. - Juste une précision. Je lisais la fin de l'énoncé. Pouvons-nous avoir des précisions sur ce qui est sous-entendu par « la coupe d'une majorité de la strate arborée » ?

M. LE MAIRE. - Je pense qu'ils vont élaguer quelques arbres.

M. MARTIN. - C'est curieux pour une compensation...

M. LE MAIRE. - Là, nous travaillons en lien étroit avec les services de l'État et les services de l'Agglomération. La rédaction de la délibération, je pense qu'elle nous a été suggérée un peu par l'Agglomération.

M. SAUCEROTTE. - En fait, c'est nous qui acceptons cette délibération, mais je l'ai présentée l'autre jour à l'Agglomération, et l'Agglomération l'a votée à l'unanimité puisque l'Agglomération est en charge de cette action. Par rapport aux travaux qui avaient été faits sur le cordon, en fonction du dossier qui était le dossier dont je vous avais parlé tout à l'heure, c'est là où il y avait les mesures compensatoires. Donc, en fait, c'est l'Agglomération qui s'occupe de faire les mesures compensatoires.

M. LE MAIRE. - M. MARTIN s'étonnait de la décapitation de la strate arborée. Là, pour l'instant, ce n'est pas moi l'Attila de la chlorophylle. Là, sur le coup, c'est l'Agglomération qui tient la plume. Cette expression « l'Attila de la chlorophylle » est restée, cela fait partie de l'histoire maintenant...

Je mets aux voix cette délibération.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 3f est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous pouvons passer, après avoir enjambé ces mesures compensatoires, au sport, Madame MAZARS, avec une délibération sur les tarifs trimestriels et annuels de la Carte Pass. Madame MAZARS, vous avez la parole.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 4a : TARIFS TRIMESTRIELS ET ANNUELS CARTE PASS

Rapporteur : Sandrine MAZARS

Mme MAZARS. - Suite à la fermeture des ERP et des confinements successifs, la Municipalité avait décidé, à la rentrée 2021, de créer des périodes d'abonnement au trimestre pour les adhérents de la Carte Pass, toutes activités confondues.

A ce jour, cette formule d'abonnement a bien fonctionné.

Par cette délibération, nous vous proposons un réajustement des tarifs trimestriels comme suit :

Au titre de la Carte Pass « Séniors » :

- * 25 € le trimestre pour 1 activité hebdomadaire
- * 30 € le trimestre pour 2 activités hebdomadaires
- * 40 € le trimestre pour 3 activités hebdomadaires
- * 50 € le trimestre pour 4 activités hebdomadaires

Au niveau de la Carte Pass « Musculation », nous avons rajouté la mention « personnes en situation de handicap » pour lesquelles nous avons établi un tarif.

Au niveau de la Carte Pass « Jeunes », nous avons distingué les élémentaires et les collégiens.

Pour les élémentaires, nous allons leur proposer une activité le mercredi matin.

Nous mettons en place une activité le mercredi après-midi afin de toucher les CM2 et les collégiens avec l'activité Raqball.

Ensuite, aucun tarif n'a été touché au niveau annuel sur toutes les activités.

Nous vous proposons de voter cette délibération.

M. LE MAIRE. - Merci, Madame l'Adjointe au Sport. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Pas de questions. Je la mets aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 4a est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Avant d'aborder la dernière délibération, je tenais à remercier, au nom du Conseil Municipal et de la majorité municipale, Madame DONNADIEU, notre Directrice Générale Adjointe, pour son travail depuis 2018 au service des Viassoises et des Viassois puisqu'elle nous quitte pour rejoindre son époux dans les Pyrénées-Orientales ; elle va intégrer la Mairie du Barcarès. Chère Magali, merci pour tout, au nom du Conseil Municipal, pour votre travail et votre engagement au service des Viassoises et des Viassois. Je peux vous dire que c'est une Directrice Générale qui a pris – et je sais qu'elle le fera aussi au Barcarès – et prend son travail très à cœur, qui ne compte pas ses heures, qui ne compte pas son temps, au service de l'intérêt général, du service public.

Donc, vraiment, Magali, je tenais à vous remercier. Vous avez géré les dossiers très importants pour la collectivité, très structurants, de la modification du PLU de droit commun ou simplifiée, à la ZAC, avec les travaux sur l'Avenue de la Méditerranée, le service Urbanisme. La liste est tellement importante que j'en oublie. Vous avez géré les dossiers sur les ponts, le pont avec la SNCF, le pont-route sur la ZAC Nord, le pont pour les piétons, la passerelle Sainte-Cécile. Vous avez géré de nombreux sujets, les projets de développement urbain, la stratégie urbaine pour la collectivité. Donc, vraiment, Magali, je tenais à vous féliciter et surtout à vous remercier pour ce temps que vous avez passé au service des Viassoises et des Viassois. Merci.

Je vais demander au Conseil Municipal de vous applaudir. Je pense que vous le méritez.

(Les conseillères et conseillers municipaux et toutes les personnes assistant à la séance du Conseil Municipal applaudissent)

Nous vous souhaitons bien évidemment une bonne installation au Barcarès.

J'en profite pour informer le Conseil Municipal également, avant que Gérard aborde la modification du tableau des effectifs, de l'arrivée de deux nouveaux Cadres dans la collectivité :

* Je vous présente Monsieur David COMBE, qui va se lever, qui est le Directeur de la Communication et du Protocole, qui est un cadre de la région puisqu'il a travaillé sur la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or et sur la Grande-Motte de mémoire. Avant de venir sur Vias, Monsieur COMBE était sur le Bassin d'Arcachon. Nous l'avons débauché du Bassin d'Arcachon pour venir reprendre le flambeau de la communication et du protocole sur la commune de Vias. Merci, David COMBE, de votre confiance et de votre travail au service des Viassoises et des Viassois et de l'intérêt public.

* J'en profite également pour souhaiter la bienvenue à Madame Émilie DEJEAN qui n'est pas seule puisqu'ils sont deux ; elle attend un heureux événement. Émilie DEJEAN est notre nouvelle Directrice Générale Adjointe en charge du Pôle Ressources, qui a été pendant quelques années sur la Mairie de Béziers et dernièrement sur la Mairie d'Agde. Émilie, merci à vous aussi d'avoir fait le choix de Vias et bonne continuation dans vos fonctions. Merci beaucoup.

J'informe également le Conseil Municipal que nous perdons effectivement – je vous l'ai dit, vous l'avez constaté et vous l'avez compris surtout – un cadre de qualité avec le départ de Magali. Nous allons essayer de trouver un remplaçant digne du niveau de Magali. J'espère que nous arriverons à compenser – c'est le cas de le dire – le départ de Magali. Je vous informe que la Ville est en voie de recrutement sur le poste de Directeur Général Adjoint en charge de la Stratégie Urbaine et du Développement Territorial et que le maire que je suis a porté une attention particulière à une candidature. Nous allons recruter une nouvelle cadre puisque le choix a été fait, et je pense qu'au Conseil de rentrée je pourrai vous présenter la nouvelle – c'est une dame – Directrice Générale Adjointe en charge de la Stratégie Urbaine et du Développement Territorial qui remplacera Magali et fera aussi bien que Magali.

Voilà les trois informations que je voulais vous donner. Maintenant, Monsieur l'Adjoint aux Ressources Humaines, nous pouvons passer à la dernière délibération de ce Conseil.

NOTE DE SYNTHÈSE N° 5a : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Rapporteur : Gérard ALLARD

M. ALLARD. - Merci, Monsieur le Maire. Dans le cadre de recrutements pour renforcer le service animation de la commune, Monsieur le Maire modifie le tableau des effectifs comme suit :

- Création de 3 postes d'adjoints d'animation territoriaux à temps non complet, à raison de :

* 23 heures hebdomadaires

* 21 heures hebdomadaires

* 12 heures hebdomadaires.

Ces postes pourront être occupés par un agent contractuel, conformément à l'article L.332-8 2° du Code Général de la Fonction Publique autorisant le recrutement d'un contractuel lorsque les besoins du service le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi.

- Modification de la durée hebdomadaire d'un contrat PEC créé par délibération en date du

14 octobre 2021, à raison de 21 h, pour répondre aux besoins du Service Jeunesse : modification à 32 heures hebdomadaires.

Par conséquent, il est demandé au Conseil Municipal de modifier le tableau des effectifs du personnel communal.

M. LE MAIRE.- Merci, Monsieur l'Adjoint aux Ressources Humaines et également à la sécurité ? Y a-t-il des questions sur cette modification du tableau des effectifs ? Non. Je mets la délibération aux voix.

Qui est contre ? Personne.

Qui s'abstient ? Personne.

La délibération n° 5a est adoptée à l'unanimité. Je vous en remercie.

Nous avons épuisé l'ordre du jour. Je vous souhaite, avant de clôturer ce Conseil, de bonnes vacances d'été pour celles et ceux qui en prendront.

Nous nous retrouverons le 6 octobre 2022 pour le Conseil Municipal de rentrée.

Je vous souhaite à toutes et à tous un bel été, ainsi que de bonnes vacances pour celles et ceux qui en prendront.

Le Conseil Municipal est terminé. La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 10)

Le Maire



Le Secrétaire de Séance



Les Élus

The lower half of the page is filled with numerous handwritten signatures in blue and black ink, representing the council members. Some signatures are written over the official stamps. The signatures are highly stylized and vary in legibility.